

Syrie, Liban, Palestine : la politique au prisme du syndicalisme agricole

Pierre Blanc

Enseignant-chercheur, Bordeaux Sciences Agro, Sciences Po Bordeaux-LAM, France
Rédacteur en chef de la revue *Confluences Méditerranée*

Issa Hana Shatleh

Arab Center for Agricultural Development (ACAD), Ramallah (Palestine)



Dans les pays du Proche-Orient, comme en beaucoup d'autres endroits du monde, les syndicats agricoles peuvent servir de prisme pour décrypter certaines réalités sociales, politiques et géopolitiques. L'analyse de leurs options partisans, de leur fonctionnement mais aussi de leurs insuffisances est en effet riche d'enseignements sur certaines réalités nationales ; c'est en particulier le cas pour Syrie, le Liban et les territoires palestiniens dont les situations politiques demeurent contrastées.

La Syrie et le corporatisme d'Etat

Du fait de la guerre en Syrie qui, depuis deux ans, déstructure le secteur agricole, il est vain d'analyser la réalité actuelle du syndicalisme agricole. En revanche, il apparaît intéressant de revenir sur son histoire récente qui demeure profondément liée à la domination du pouvoir baasiste désormais très contestée. Ce regard rétrospectif s'impose d'autant plus que les paysans ont longtemps été des alliés du régime et qu'ils semblent être les victimes d'un pacte social progressivement rompu. Il faut le rappeler, le parti *Baas* (parti de la renaissance socialiste arabe) est un parti qui emprunte aux partis agrariens tant par son histoire et ses symboles que par sa rhétorique (Batatu, 1999). Créé dans les années 1940, ce parti émergea surtout dans les années 1950 sur fond de malaise dans les campagnes, la domination des grandes familles de propriétaires condamnant à la précarité nombre de paysans qui composaient la majorité de la population. Coïncidence ou non, alors que ses cadres étaient plutôt issus des milieux intellectuels et/ou de la moyenne bourgeoisie des villes, le *Baas*, affirma sa tonalité agrarienne surtout après avoir intégré en 1952 le Parti arabe socialiste d'Akram Hourani, véritable porte-parole des paysans pauvres de Syrie.



Après avoir été associé à diverses coalitions, le *Baas* connut une mutation interne, une nouvelle garde très revancharde se substituant aux personnalités historiques du parti. L'évolution de cette formation vers des positions plus exclusives et plus autoritaires le conduisirent à prendre le pouvoir en 1963. Ce fut la fin du « *Baas démocratique* » (Kodmani, 2011), qui se traduisit notamment par l'expulsion de ses fondateurs, puis par les dérives autoritaires que l'on sait. Cependant, il n'est pas anodin de constater que les premières mesures prises par le pouvoir baasiste furent l'intensification des réformes agraires qui avaient été lancées en 1958 puis ralenties après une reprise du pouvoir en 1961 par les anciennes élites foncières dont les alliés étaient revenus aux commandes du pays.

En redonnant assez massivement de la terre aux paysans syriens à partir de 1963, en les encadrant dans des coopératives de la réforme agraire et en créant un système de banque agricole qui leur permettait de s'abstraire des usuriers, le *Baas*, dépositaire d'un certain socialisme arabe, fit des campagnes l'une de ses assises populaires. Mais par-delà la revitalisation des campagnes, le *Baas* cherchait ainsi à les contrôler par un véritable mouvement de « baasisation ».

Cette « *intégration de l'Etat et du village* » (Hinnebusch, 1989), fut également permise par la création en 1964 de l'Union Générale des Paysans (UGP). Au moins jusqu'aux derniers bouleversements syriens, l'Union Générale des Paysans a montré une forte structuration. Elle est l'exemple même d'un « corporatisme d'Etat », dans lequel l'Etat autoritaire incorpore des groupes sociaux dans des structures verticales de mobilisation au profit d'objectifs de développement et de contrôle social (Gobe, 2006). L'UGP comptait des sections villageoises fédérées dans des ligues au niveau des districts (*manitqa*), elles-mêmes regroupées en fédérations au niveau des *Mohafazat*, lesquelles étaient représentées au niveau central dans une structure qui se trouve toujours au plus près du commandement du *Baas*.

Jusqu'en 2011, l'Union Générale des Paysans était l'une des plus grandes organisations paysannes arabes, sinon la plus puissante en termes d'effectifs. Evènement loin d'être anodin, l'un de ses représentants, Khaled Khazaal, fut élu au début du mois de février 2011, au poste de secrétaire général de l'Union générale des paysans et des coopératives agricoles arabes. Elle comptait alors plus d'un million de membres et se présentait comme une organisation de masse, en sachant que le lien des membres à l'organisation participait aussi d'une certaine ambiguïté étant donné la nature autoritaire du régime.

Certes, il ne fait pas doute qu'elle a porté les revendications des agriculteurs en matière de prix agricoles, de politique commerciale et d'aides de l'Etat notamment. Mais l'histoire de ce syndicat a montré également que son intégration à l'Etat baassiste ne lui a pas toujours permis en retour de voir certaines de ses revendications satisfaites, en particulier dans le domaine foncier où, par exemple, il n'a jamais obtenu que les institutions religieuses, de type *Waqf*, soient visées par la réforme agraire. Toutefois, en dépit de ces limites qui pesaient sur la portée des revendications du syndicat, beaucoup d'agriculteurs ont cherché à en être le plus proches. En effet, dans un pays où le clientélisme était devenu un trait politique évident, l'appartenance syndicale à une formation membre d'un parti-Etat fournissait à l'évidence des avantages professionnels ou d'une autre nature à ses membres. Tout cela démontre bien qu'en « politisant » un syndicat, c'est-à-dire en le mettant sous la tutelle d'un parti-Etat, on dépolitise sa pratique (Gobe, 2006).

Pour autant, l'inféodation ou « l'incorporation » (Longuenesse, 1998) du grand syndicat agricole syrien au *Baas* n'a pas éloigné les agriculteurs de la révolte en cours puisqu'ils sont très présents dans la rébellion. En fait, le retrait de l'Etat dans l'agriculture, déjà entamé à la fin du règne d'Hafez el Assad puis accéléré avec l'arrivée au pouvoir de son fils Bachar en 2000 a révélé une déconsidération progressive du pouvoir pour un monde qui devenait moins pesant démographiquement même s'il représentait aujourd'hui encore quelque 20% de la population. Evidemment, cette rupture d'un contrat social entre l'Etat et les paysans mériterait des travaux plus approfondis pour en vérifier l'intensité mais déjà des indices de crise rurale apparaissent bien à la veille de la révolution syrienne (Jaubert, Saadé, Haj Assad, Al-Dbiyat, 2013).



La Syrie de l'intérieur, avec ici des ouvriers agricoles

Au Liban, un syndicalisme en retrait

Au Liban, l'histoire politique est tout autre que celle de son voisin syrien et l'agriculture est loin d'y avoir occupé la même place dans la construction du pays après l'indépendance. Alors qu'en Syrie les campagnes étaient considérées comme les alliées du régime, au Liban le choix du libéralisme dès les années 1940 a progressivement fait la part belle aux services et à sa matérialisation urbaine qu'est Beyrouth ; pourtant, en revendiquant le Grand Liban en 1919, les libanistes avaient misé sur l'adjonction de plaines agricoles (Bekaa, Akkar) au Mont-Liban pour donner vie à ce cœur historique et éponyme du pays.

Mais le choix d'une option libérale dès l'indépendance a contribué progressivement à disqualifier les zones rurales périphériques, conduisant ainsi à une certaine négligence de l'agriculture. La guerre civile (1975-1990), qui s'est nourrie aussi de cette disqualification de certaines zones rurales (Blanc, 2005-2006), n'a pas amélioré cet état de fait. Et la confirmation au lendemain de la guerre d'un modèle de croissance basé sur la tertiarisation n'a pas servi les intérêts des secteurs productifs. Cette déconsidération aurait certes pu stimuler l'émergence d'un syndicalisme agricole. Mais l'absence de politiques agricoles a nui à la professionnalisation agricole (ainsi, il n'y a pas de statut d'exploitant) et donc à l'émergence de revendications catégorielles.

Trois types d'exploitations existent pourtant au Liban. Mais leur force de frappe est entravée pour des raisons diverses. Ainsi l'agriculture patrimoniale qui est encore très présente ne constitue pas le meilleur terrain pour les mobilisations collectives. A l'opposé, les secteurs les plus dynamiques du pays sont des investisseurs en agriculture branchés directement sur les dynamiques commerciales régionales et peu enclins aux démarches collectives. Au milieu du spectre, l'agriculture familiale voire de subsistance existe bien mais des facteurs empêchent sa cohésion. Notamment le fractionnement communautaire et régional, intensifié par la guerre civile, qui obère la structuration d'un syndicalisme agricole : si comme on l'a vu l'Union générale des paysans syriens a surtout été un moyen pour le *Baas* de contrôler les paysans révélant ainsi le caractère très autoritaire du pays, au Liban, la difficile émergence d'un creuset national libanais a entravé l'affirmation d'un syndicalisme vigoureux.

Certes, quelques structures syndicales prévalent dans le paysage (notamment l'association des agriculteurs libanais, située plutôt au Mont-Liban, et le Rassemblement des agriculteurs du Liban-Sud) mais en demeurant très ancrées régionalement leurs bases ne sont pas vraiment intercommunautaires. La faiblesse des politiques agricoles dans ce pays est sans doute à relier aussi à cet état de fait. Au final, dans un secteur agricole qui compte malgré tout des avantages certains, notamment la diversité agro-climatique du pays et la présence de réelles ressources hydriques, beaucoup de réformes sont encore à conduire, aussi bien sur la question foncière que dans l'accompagnement institutionnel et commercial tandis que les équipements ruraux souffrent d'une réelle insuffisance (Blanc, 2013).

En Palestine, un syndicalisme éclaté et partisan

En Palestine, l'agriculture a une résonance politique marquée étant donné que la question israélo-palestinienne est avant tout un combat pour la terre ; rappelons que la première intifada, celle de 1936-1939, était une révolte paysanne contre les empiètements de terre engendrés par le développement du *Yishouv*. Et puis, c'est bien l'activité agricole qui est le secteur le plus à même de renforcer le caractère inaliénable de la terre.

Ainsi, les Palestiniens Samer Abdelnour et Alaa Tarir écrivaient dans un article au titre sans ambages, « Farming Palestine for Freedom », « *tout agriculteur plantant et cultivant sur la terre de la Palestine est plus puissant qu'un combattant. L'agriculture est une forme importante de résistance et nos fermiers sont au cœur du combat pour la survie et la liberté* » (Al-Shabaka, 2 juillet 2012). Enfin, la souveraineté passe par une certaine sécurité alimentaire que procure l'agriculture.

Eu égard à ce statut très géopolitique de l'agriculture dans les territoires palestiniens, il n'est pas étonnant que des structures syndicales aient émergé à l'initiative de certains partis politiques. Le *Fatah*, qui a été le chef de file du mouvement national palestinien a ainsi créé en 1973 le syndicat des paysans palestiniens (*Palestinian Peasants Union*, PPU) ainsi que de nombreux autres syndicats professionnels. Mais du fait de l'occupation, ce syndicat n'a pas été pendant longtemps vraiment actif dans les territoires, son président se contentant de représenter surtout les agriculteurs dans les instances de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) à Tunis.

Ce n'est qu'en 1993, autrement dit après les accords d'Oslo, que les premières branches ont été créées sur le terrain et c'est dans la bande de Gaza que la première section a été initiée. Il est à remarquer que le PPU agit en fait plutôt comme une structure relais de l'Autorité palestinienne, le ministère de l'Agriculture s'appuyant sur lui pour conduire certaines de ses actions de développement.

Étant donné l'absence d'une autorité politique palestinienne jusqu'en 1993, certaines organisations de développement se sont développées avec des agendas agricoles. C'est le cas du *Palestinian Agricultural Relief Committee* (PARC), émanant du parti du peuple palestinien (PPP, d'obédience communiste) qui est devenu après sa création en 1983 la structure puissante que l'on connaît (Abu Sada, 2007). Très implanté dans toutes les régions des territoires occupés, le PARC a créé le *Palestinian Farmers Union* (PFU) en 1992. En 2011, ce syndicat revendiquait environ 9000 agriculteurs, faisant de lui le plus grand syndicat agricole palestinien. Ses actions portent à la fois sur le plaidoyer interne (revendications envers l'Autorité palestinienne) et externe (notamment au travers de la « campagne populaire contre le mur et la colonisation »). Le PFU est également porteur de programmes de développement (amélioration de la production de l'huile d'olive, gestion de l'eau agricole, etc.). Toutefois, les critiques envers son président (autoritarisme, corruption) ont ébranlé le PFU dont il est difficile de dire si les effectifs sont stables.



Formation d'agriculteurs du PFU à l'irrigation dans la région de Naplouse.

Dans la mouvance de la gauche palestinienne, on compte également l'*Union of Agricultural Work Committees* (UAWC), proche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) créé par feu George Habache. De par ses actions, il équivaut plus à une organisation de développement qu'à un réel syndicat. L'UAWC est implantée en Cisjordanie, en particulier au nord (Naplouse, Jénine, Tulkarem, Qalqilya) où la tradition de gauche est assez marquée. Comme le PFU qui a cherché une reconnaissance internationale en devenant membre de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), l'UAWC s'est associée au mouvement international, *Via campesina*.

Tandis que l'islam politique est prégnant dans l'actuel contexte palestinien, il importe de souligner que les mouvements islamistes (*Hamas* et *Djihad islamique*) sont assez absents du syndicalisme agricole à l'instar des autres pays de la région, notamment l'Égypte et la Jordanie où les islamistes sont investis ailleurs. Il faut dire qu'en Palestine, ces mouvements islamistes ont surtout commencé à se développer dans les camps de la Bande de Gaza et de Cisjordanie et c'est encore dans ces camps, c'est-à-dire dans des lieux où l'activité agricole est marginale, qu'ils sont le plus actifs.

Par ailleurs, il y a une tendance forte en Palestine à distinguer les organisations caritatives qui privilégient l'aide personnelle, des ONG surtout vouées aux projets de développement collectif. De ce point de vue, l'action du *Hamas* s'inscrit davantage dans l'action caritative même s'il ne s'exonère pas d'actions collectives, mais dans ce cas, elles sont conduites essentiellement dans le domaine éducatif qui est le principal vecteur de son projet d'islamisation de la société.

Il est à noter que l'éclatement partisan du syndicalisme agricole palestinien a conduit à la création en 2009 du syndicat général des paysans palestiniens, qui se veut indépendant des formations politiques. Il compterait déjà plus de 3000 membres avec une branche à Gaza et 8 en Cisjordanie. Bien qu'apparaissant dynamique, ce syndicat est encore loin de réussir le défi de rassembler un monde agricole très divisé de fait par l'hyper-politisation d'une société, liée à la situation d'occupation.

Bibliographie / Plus d'informations

- C., Abu-Sada, *ONG palestiniennes et construction étatique*, Beyrouth, IFPO, 2007.
- H., Batatu, *Syria's Peasantry, The Descendants of its lesser Rural Notable, and Their Politics*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1999.
- P., Blanc, *L'agriculture libanaise : entre contraintes géopolitiques et retrait du politique*, Paris, Maghreb-Machrek, été 2013.
- P., Blanc, *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2012.
- P., Blanc, « Développement régional et cohésion nationale au Liban », in *Confluences Méditerranée*, n°56, L'Harmattan, Hiver 2005-2006.
- E., Gobe, « Corporatismes, syndicalisme et dépolitisation, in la politique dans le monde arabe » (sous la direction d'Elisabeth Picard, Paris, Armand Colin, 2006.
- H., Kodmani. *Abattre les murs*, Liana Levi, 2012.
- E., Longuenesse, « Maroc, Tunisie, Egypte : transition libérales et recompositions syndicales », Maghreb-Machrek, 162, 1998.
- E., Picard (sous la direction), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- R., Hinnebusch, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria. The Political Economy of Rural Development*, Boulder, San Francisco et Londres, Westview Press, 1989.
- R., Jaubert, M., Saadé, A., Haj Assad, M., Al-Dbiyat, « La crise agricole en Syrie à la veille de la révolution », in *Maghreb-Machrek*, n° 215, Eté 2013.
- R., Sayigh, *The Palestinians: From Peasants to Revolutionaries*, Londres, Zed Books, 1979.



MAI Montpellier

Appointment of the new Director

During the 129th Governing Board meeting of CIHEAM, held in Paris from 20th to 21st June 2013, its thirteen Member Countries validated the selection procedure followed by the French authorities and appointed

Mr. Pascal Bergeret as new Director of the Agronomic Mediterranean Institute of Montpellier (MAIM) for a period of 4 years as of 1st September 2013, which may be renewed once only.



Mr. Pascal Bergeret is a forestry engineer (*"ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts"*) with a doctorate in rural economy and has a wealth of experience, both in France and abroad (Vietnam, Cameroon, Nepal), in agricultural research and development.

Author of several scientific publications, he is a specialist in agriculture in the southern countries and management of technical cooperation projects in rural areas.

Before his appointment as Director of MAIM, Mr. Pascal Bergeret was Deputy Director for Innovation within the Directorate General for Education and Research, at the French Ministry of Agriculture, Agri-food and Forestry.

He succeeds **Mr. Vincent Dollé**, who had held the position since January 2005.